

Index AI : PRE01/322/2012
04 July 2012

La conférence des donateurs de Tokyo doit marquer un « tournant » pour les droits humains en Afghanistan

Les fonds alloués à l'Afghanistan ne pourront améliorer durablement la situation de la population afghane que s'ils influent sur les droits des femmes, permettent d'assurer une sécurité respectueuse des droits humains et viennent en aide aux centaines de milliers de personnes déplacées laissées dans la misère par des années de conflit, a déclaré Amnesty International.

La deuxième conférence internationale des donateurs de Tokyo, organisée le 8 juillet, réunira 70 organisations et donateurs internationaux qui s'engageront à financer et à soutenir l'Afghanistan après 2014.

Elle a lieu dix ans après la première réunion de ce type dans la capitale japonaise.

« C'est un moment crucial – de l'argent est promis, maintenant nous avons besoin de la confirmation qu'il sera affecté de manière à améliorer la situation des droits humains pour toute la population afghane, a déclaré Horia Mosadiq, spécialiste de l'Afghanistan au sein d'Amnesty International.

« Alors que les forces militaires internationales prévoient leur retrait, il nous faut la garantie que les besoins du demi-million d'Afghans déplacés par le conflit seront pris en compte, que les améliorations des droits des femmes se poursuivront et que les forces afghanes disposeront des ressources nécessaires pour enquêter sur les pertes civiles et accorder des réparations.

« Le gouvernement afghan et ses partenaires donateurs doivent faire de Tokyo un tournant – ils doivent tenir leurs promesses au peuple afghan et poursuivre les progrès, toujours fragiles, réalisés à grand peine au cours des dix dernières années en matière de droits humains. »

Cette conférence envisage le développement durable en Afghanistan au-delà de 2014, date à laquelle le transfert de la responsabilité de la sécurité de l'armée américaine et de la FIAS aux autorités afghanes et le retrait des troupes de l'OTAN seront achevés.

« La conférence doit faire en sorte que tous les États membres de la FIAS et de l'OTAN enquêtent comme il se doit sur les allégations faisant état de victimes civiles et de dommages causés par des opérations militaires internationales et qu'ils mettent en place des recours utiles – notamment sous la forme d'indemnités – avant le retrait des troupes en 2014, pour éviter de laisser derrière eux des affaires non réglées », a ajouté Horia Mosadiq.

La situation des personnes déplacées en Afghanistan demeure critique.

En février dernier, un rapport d'Amnesty International a révélé que, le conflit et l'insécurité s'étant intensifiés, le nombre d'Afghans déplacés a atteint le chiffre record d'un demi-million. Ces personnes subsistent dans des conditions très difficiles dans des bidonvilles urbains, privées de leur droit à un

logement convenable, à la nourriture, à l'eau, à la santé et à l'éducation.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime que, à la fin de l'année 2013, on comptera quelque 700 000 personnes déplacées en Afghanistan.

« Le problème croissant du déplacement constitue une crise des droits humains et pourrait entraîner une instabilité accrue dans les zones urbaines relativement stables autrement – le gouvernement afghan et ses partenaires internationaux doivent traiter cette question longtemps ignorée », a souligné Horia Mosadiq.

Le gouvernement afghan sollicite auprès de la communauté internationale une aide de financement, de développement et de sécurité - et, selon la Banque mondiale, l'aide au développement proposée par les autres pays pourrait aller jusqu'à quatre milliards de dollars par an jusqu'en 2017.

Mais, pendant ce temps, la situation des droits humains évolue très lentement.

Des progrès ont été réalisés, notamment l'adoption de lois relatives aux droits humains, l'amélioration des droits pour les femmes et les jeunes filles, l'augmentation de l'accès à l'éducation et aux soins de santé de base et le développement d'une communauté dynamique de journalistes, mais ces avancées sont menacées.

« Les progrès en matière de droits humains sont de plus en plus compromis par l'insécurité et le non-respect de l'état de droit, le développement du trafic de stupéfiants, l'incompétence de l'appareil judiciaire, une gouvernance défailante, une corruption endémique et une pauvreté généralisée », a déploré Horia Mosadiq.

« Les participants à la conférence de Tokyo doivent s'engager sur des critères crédibles et quantifiables pour surveiller les progrès réalisés sur le plan des droits humains, tels que la liberté d'expression et des médias, la participation politique des femmes, le nombre d'établissements scolaires ouverts dans une zone, la scolarisation, l'accès des femmes aux soins de santé et les tendances de la mortalité maternelle et infantile. »

Amnesty International demande que les programmes en faveur des droits des femmes et de l'égalité des genres reçoivent des financements suffisants à Tokyo et que le gouvernement afghan et ses partenaires étrangers veillent à ce que les Afghanes soient véritablement représentées et que leurs préoccupations soient prises en compte au cours des pourparlers de réconciliation.

« Les droits des femmes et des jeunes filles ne doivent pas être sacrifiés au profit d'accords de paix au rabais avec les talibans et d'autres groupes d'insurgés », a insisté Horia Mosadiq.

Notes aux rédacteurs :

- **Horia Mosadiq, chercheuse sur l'Afghanistan au sein d'Amnesty International, participe à la conférence et sera disponible pour des entretiens à Tokyo du 5 au 9 juillet.**

Cette femme est une militante et journaliste afghane qui jouit de plus de 15 ans d'expérience à l'échelon national et international dans la défense des droits humains, la justice et les questions de genre en Afghanistan.

Elle a joué un rôle clé au sein d'organisations afghanes de défense des droits humains et a reçu des prix pour son travail. En 2007, elle a amené des victimes de crimes de guerre à témoigner devant le président afghan.

Langues parlées : anglais, farsi, pachtou, ourdou.

- **Le 7 juillet, Amnesty International organise une conférence de presse avec Human Rights Watch de 11h00 à 12h00 dans la salle n°16 au 9^e étage du Research Institute Building 14, campus d'Aoyama, université Aoyama Gakuin, Tokyo. Des militants afghans des droits humains seront présents.**

Le texte de la lettre ouverte d'Amnesty International à la conférence de Tokyo, datée du 27 juin 2012,

figure à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/ASA11/012/2012/en>.

Un communiqué de presse et un lien vers le rapport *Fleeing War, Finding Misery: The plight of the internally displaced in Afghanistan*, publié le 23 juin 2012, sont disponibles sur <http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/afghans-fleeing-war-find-misery-urban-slums-2012-02-22>

Le rapport *Afghanistan 10 years on: Slow progress and failed promises*, publié le 6 octobre 2011, peut être consulté à partir de la page <http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/report/afghanistan-10-years-slow-progress-and-failed-promises-2011-10-06>

Pour obtenir plus d'informations ou organiser un entretien, veuillez contacter Katya Nasim, attachée de presse : katya.nasim@amnesty.org + 44 207 413 5871 / + 44 790 439 8103.